

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Réf. CBO/JPL/TD/CV/2013/75

Dossier suivi par :
Thierry DESCAMPS

Tél. : 0320212022

Mail : tdescamps@lillemetropole.fr

Monsieur Benoît LOUTREL
Directeur Général
ARCEP
7 square Max Hymans
75730 PARIS CEDEX 15

Objet : Projet de décision de l'Arcep modifiant la liste des communes des zones très dense établie par la décision n°2009-1106 du 22 décembre 2009

Lille, le 15 NOV. 2013

Consultation publique du 21 octobre au 18 novembre 2013

Monsieur le Directeur Général,

Dans le cadre de la phase préliminaire de concertation de votre processus décisionnel, à laquelle je vous remercie d'avoir convié le 9 septembre 2013 à la fois les communes concernées mais également Lille Métropole au titre de la mise en œuvre du schéma d'aménagement numérique de notre territoire, mes collaborateurs ont pu faire valoir notre position favorable à la modification de la liste des communes des zones très denses, et ce dans un souci de simplification des conditions réglementaires de déploiement des opérateurs privés mais également d'une meilleure visibilité et complétude de ceux-ci.

Aussi, je me félicite que votre projet de décision, soumis à consultation, vise à retirer des zones très denses les communes de Roubaix et Tourcoing, présentant toutes deux la caractéristique d'être intégralement constituées de poches de basse densité.

En revanche, je regrette, qu'en l'état, votre projet de décision n'ai pas retenu notre souhait de voir retirées de cette liste les communes majoritairement constituées de poches de basse densité, comme c'est le cas de la commune de Mons-en-Baroeul, laquelle comporte 8 poches de basse densité sur les 11 poches que compte cette commune.


En effet, comme le souligne le projet de décision, nous constatons que les poches de basse densité sont nettement moins avancées que dans l'ensemble des zones très denses et que certaines communes des zones moins denses. C'est particulièrement pénalisant pour la Ville de Mons-en-Baroeul qui se trouve entourée à l'ouest et au sud par des iris de haute densité de la Ville de Lille sur lesquels les déploiements sont significatifs et au nord et à l'est par Marcq en Baroeul, Wasquehal et Villeneuve d'Ascq qui ont fait l'objet de déploiements dans une architecture de type zone moins dense.

Alors que Lille Métropole a obtenu des engagements importants de la part des opérateurs en matière de programmation et de suivi, il me semble dommageable que la commune de Mons-en-Baroeul ne bénéficie pas de ces avancées en restant classée dans les villes faisant partie de la zone très dense.

Ne disposant pas, à ce stade, sur cette commune d'informations suffisantes quant au degré de maturité des déploiements et donc de son irréversibilité, je vous demande de bien vouloir reconsidérer votre position, en renvoyant le cas échéant à une concertation avec les opérateurs ayant déjà déployé, afin d'apprécier la situation au regard de la réalité des déploiements, comme vous l'avez fait pour les 9 communes listées à la page 14 du projet de décision.

Enfin, votre projet de décision mériterait d'être davantage explicite quant à l'impact du changement de statut de ces villes quant aux engagements des opérateurs tant sur la complétude que sur les délais induits de déploiements. Pour notre part, nous formulons le souhait que les communes concernées entrent pleinement dans le mécanisme de concertation préalable définie dans la convention nationale Très Haut Débit de programmation et de suivi, dont Lille Métropole est désormais signataire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Michel-François DELANNOY
1^{er} Vice-président Lille Métropole
Gouvernance et Développement